



Dani Rodrik

One Economics Many Recipes. Globalization, Institutions and Economic Growth

Princeton University Press, 2008

Dany Rodrik, économiste du développement et professeur d'économie politique internationale à l'université Harvard, est un inlassable pourfendeur des « recettes » économiques à destination des institutions ou des responsables politiques. Il le prouve une fois de plus dans cet ouvrage qui synthétise plusieurs articles déjà publiés. L'ensemble de l'ouvrage s'appuie sur la théorie néoclassique, celle de l'optimisation sous contraintes mais aussi des imperfections de marché, qui est en définitive très souple et donc compatible avec une infinité d'instruments politiques. Elle ne se résume pas à une série de recommandations universelles et uniformes. L'auteur rappelle plutôt l'importance du contexte et « l'épreuve des faits », l'importance également de hiérarchiser les recommandations en ciblant les contraintes les plus fortes, mais aussi la nécessaire humilité qui doit animer les économistes lorsqu'ils traitent de ces sujets. Selon cette démarche, l'ouvrage met en regard, en autant de parties, les trois termes qui composent le sous-titre du livre : la croissance, les institutions et la mondialisation.

S'appuyant sur l'expérience accumulée ces cinquante dernières années, la première partie de l'ouvrage, consacrée à la croissance, confronte les recommandations institutionnelles, le consensus de Washington, les politiques effectivement mises en œuvre par différents pays, et enfin les résultats mesurés en termes de PIB. Suivant cette démarche inductive, Dany Rodrik tire rapidement une première conclusion : le respect des règles orthodoxes du consensus de Washington n'est une condition ni nécessaire ni suffisante au développement économique. Il n'existe pas de mesures politiques ou d'institutions universellement efficaces et les succès passés s'appuient, au contraire, le plus souvent sur des réformes hétérodoxes (réforme agraire chinoise par exemple) certes fondées sur des principes économiques sains (stabilité macro-économique, respect des contrats, importance des incitations individuelles, etc.) mais surtout traduites en « institutions » transitoires, adaptées au contexte des contraintes locales et souvent difficilement transposables ailleurs.

Rodrik propose dans ce cadre de généraliser le recours à un diagnostic de croissance, préalable à toute recommandation. Résolument ancré dans une logique de « second rang », ce diagnostic est construit comme un arbre de décision visant à identifier la contrainte principale bridant la croissance économique d'un pays donné. En se fondant, comme le médecin, sur le diagnostic avant de prescrire le remède, l'auteur entend réconcilier les différents courants de pensée en économie du développement sans verser dans le nihilisme qui voudrait que les économistes ne puissent prodiguer de conseils en matière politique. Au contraire, il appelle plutôt à innover en la matière tout en gardant à l'esprit qu'il est plus facile d'impulser une dynamique de croissance que de la soutenir. Deux fondamentaux semblent indispensables de ce point de vue : la robustesse des institutions de règlement des conflits et la diversification de la production nationale.

Dans la deuxième partie de l'ouvrage, l'auteur rappelle que cette diversification ne se décrète pas et n'est pas davantage une émanation spontanée des « marchés ». Elle suppose en effet que pouvoirs publics et opérateurs privés résolvent deux externalités fondamentales relatives à l'information et à la coordination. Spontanément, les opérateurs privés sont freinés par les coûts que supportera l'entreprise pionnière se lançant sur un nouveau segment de marché alors même que les futurs concurrents pourront bénéficier de ce retour d'expérience. Ces externalités justifient l'intervention publique mais celle-ci présente également des limites (connaissance limitée des enjeux). Pour s'en affranchir, l'auteur préconise des partenariats publics-privés permettant à l'information de mieux circuler tout en imposant des pare-feus à la corruption que peut engendrer une telle proximité.

Plus généralement, pour que le marché fonctionne correctement, il est nécessaire de disposer d'institutions qui ne peuvent être, justement, une émanation du marché lui-même : l'instauration de la propriété, l'instauration d'institutions de régulation, de stabilisation macro-économique, de règlement des conflits, ou bien la mise en place de filets de sécurité contre les risques individuels. Les conditions d'émergence de ces « bonnes institutions » demeurent un champ ouvert pour la recherche mais Rodrik affirme sa conviction que la démocratie, en tant que méta-institution autorisant et organisant l'échange et la contestation, est un contexte plus favorable à ces « institutions vertueuses » parce que plus résilient et plus juste.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée aux difficultés croissantes pour concilier mondialisation et institutions nationales. Rodrik théorise cette tendance à travers la notion de « trilemme impossible » : les termes de « mondialisation des échanges », « d'État-nation » et de « démocratie » sont selon lui mutuellement incompatibles : dans l'absolu, il faudrait en sacrifier un pour concilier les deux autres. Si l'auteur affiche clairement sa préférence pour un fédéralisme mondial démocratique (sacrifiant donc l'État-nation), il appelle surtout à des solutions transitoires plus souples qui pourraient prendre la forme d'options de sortie (*opt-out*) et de clauses d'exemption aux règles de l'OMC. Au sein des enceintes internationales et à l'OMC en particulier, ce qui devait n'être qu'un moyen, la libéralisation des échanges, est en effet rapidement devenu une fin en soi. Or, Dani Rodrik a rappelé toute l'importance qu'il y a à laisser les pays les moins avancés expérimenter des mesures ou des institutions *ad hoc*. Au final, afin de sortir de l'impasse des négociations du cycle de Doha, l'auteur appelle à prendre au mot l'objectif affiché de l'OMC en remettant le développement au cœur de l'agenda politique, à ne pas substituer le moyen à la fin et donc à autoriser, en les encadrant, les approches plus hétérodoxes.

Malgré quelques répétitions dans les propositions comme dans les exemples cités (Chine, Brésil, Île Maurice), cet ouvrage – malheureusement non traduit en français –, solidement argumenté mais toujours abordable pour quiconque dispose d'un bagage économique minimum, formule quelques idées particulièrement éclairantes au regard des impasses actuelles de l'OMC et redonne finalement aux économistes une fonction, peut-être moins prestigieuse, mais plus utile aux débats : celle du médecin plutôt que de l'oracle.

Pierre Claquin

Chargé de mission Analyse économique
Centre d'études et de prospective

MAA

pierre.claquin@agriculture.gouv.fr